

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 54/030/2006 (Public)
Bulletin n° : 183
ÉFAI

Embargo : 18 juillet 2006 06h00 TU

Soudan. La conférence d'appel de fonds doit s'engager à améliorer la protection des civils dans le Darfour

(Bruxelles) Alors que débute aujourd'hui à Bruxelles une importante conférence d'appel de fonds, Amnesty International demande instamment que soit renforcée la Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS), afin que ses soldats puissent commencer à assurer de manière effective la protection des civils dans le Darfour.

En dépit de la signature d'un accord de paix au Darfour en mai 2006 et du déploiement de l'AMIS depuis juin 2004, la situation humanitaire dans cette région demeure catastrophique et les exactions à l'égard des civils se poursuivent à grande échelle.

« Amnesty International soutient le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations unies disposant d'un mandat fort ; parallèlement, un renforcement de l'AMIS est essentiel, afin de lui permettre de commencer à assurer une protection effective », a déclaré Dick Oosting, directeur du Bureau européen d'Amnesty International.

L'organisation a présenté dix recommandations visant à assurer la présence au Soudan d'une force de maintien de la paix suffisamment préparée pour assurer la protection des civils (Le texte *Sudan : Protecting Civilians in Darfur* » est disponible sur le site <http://www.amnesty-eu.org/>).

Les efforts des soldats actuellement sur le terrain sont entravés par un manque de personnel et de moyens techniques et logistiques. On constate aussi un manque de détermination de la part des soldats à agir de façon résolue pour protéger les civils.

« Une nouvelle fois nous voyons des gens qui demandaient de l'aide abandonnés à leur sort parce que les soldats n'ont pas les moyens de les aider ou n'ont pas été préparés à des tâches de protection, a déclaré Dick Oosting.

« Les donateurs peuvent faire la différence à cette conférence ; c'est à eux de donner un signal politique fort en exigeant du Soudan qu'il accorde libre accès aux troupes de maintien de la paix sur tout le territoire du Darfour et fournisse davantage de moyens », a ajouté Dick Oosting.

Parmi ses recommandations, Amnesty International a appelé les donateurs à veiller à ce que les forces de l'AMIS soient renforcées et que soit notamment mise en place une composante affaires civiles ; l'organisation a demandé que davantage de moyens matériels soient mis à la disposition de l'AMIS, moyens de communications et de transport notamment, de façon à lui permettre d'anticiper toute attaque

imminente et de protéger efficacement les femmes et les jeunes filles en particulier. Pouvoir patrouiller régulièrement les voies d'approvisionnement de façon à les maintenir ouvertes et sûres est un autre souci majeur dans une région où au moins deux millions de personnes dépendent totalement de l'aide humanitaire.

L'organisation a déclaré que le renforcement de l'AMIS devrait aussi lui permettre de déployer des troupes le long de la frontière avec le Tchad pour empêcher toute incursion des milices Janjawid.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>